

Objekttyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[94] (2006)**

Heft 1504

PDF erstellt am: **25.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



DR

Emmanuelle Joz-Roland

Sommaire

Du bon régime et du bon programme politique

4-5 Votations

Femmes migrantes sans statut légal:
du travail domestique
et d'une possibilité d'autonomie

6-7 Deux pages de l'Inédite

8-9 Actrices sociales

Silvia et Lourdes, militantes du Collectif
des travailleuses et travailleurs
sans statut légal (CTSSL)

12 Dossier

Une politique féministe
est-elle possible: quelques pistes!

20-21 Féminisme

Les jeunes, l'émilie
et le néo-féminisme...

22 Télévision

Les Desperate Housewives
sont-elles post-féministes?

23 Politique fédérale

Deux nouvelles encourageantes

Prochain délai rédactionnel
le 10 septembre

Qu'est-ce qu'un bon régime politique? Qu'est-ce qu'un bon programme politique? Depuis presque une vingtaine d'années maintenant, nos démocraties occidentales semblent avoir renoncé à se poser ces questions.

Après la chute du mur de Berlin en 1989, un dénommé Francis Fukuyama a prétendu que la fin de l'histoire était enfin advenue, le libéralisme avait triomphé, il était désormais le seul modèle économico-politique auquel finirait par se rendre chaque pays, chaque région, chaque lieu-dit. Les esprits simplistes en ont aussitôt conclu que les questions du bon régime politique et du bon programme politique n'étaient plus à poser, deux évidences s'imposaient: 1) la démocratie, régime qui se caractérise par l'expression de la volonté populaire est le meilleur des régimes, 2) le rôle et la dépense de l'Etat doivent être quasiment nuls, hormis pour les questions de police. A cette école, la Suisse est une très bonne élève, surtout lorsqu'il s'agit de sa population étrangère et de ses finances. Pour preuve les déclarations de M.Mertz et des membres de l'UDC qui, face à l'excédent budgétaire de la Confédération de 900 millions de francs prévu pour 2006 et 2007 continuent de dénoncer «l'obésité» de l'Etat et l'excès de ses dépenses, notamment en matière sociale. Pour preuve encore, les lois iniques contre les étrangers sur lesquelles nous aurons à nous prononcer le 24 septembre prochain.

Pourtant le régime politique appelé démocratie ne vaut pas grand-chose sans un de ses indispensables corollaires, à savoir l'état de droit. Et un bon programme politique ne peut en aucun cas être assimilé à un exercice comparable.

En effet, la démocratie sans l'état de droit ne peut pas être qualifiée de bon régime politique car elle est un régime politique qui, à l'instar de la Suisse et de ses mesures de contrainte acceptées en votation, permet à un Etat d'emprisonner des innocents. Seul l'état de droit interdit l'incarcération des innocents, aval populaire ou non.

En outre, un bon programme politique consiste à élaborer des idées et à trouver les moyens propres à les réaliser afin d'offrir des conditions de vie acceptables, si ce n'est agréables, aux habitant-e-s d'un Etat. Supprimer les aides financières et renvoyer les étrangers sont donc des mesures qui ne présentent aucune des qualités d'un bon programme politique, bien au contraire: aucun effet sur le chômage ni sur les problèmes économiques en général, aucun effet sur la sécurité, aucune amélioration de la qualité de vie ni des plus riches, ni des classes moyennes. En revanche, effets particulièrement néfastes sur les classes les plus défavorisées: pauvreté accrue des personnes déjà précaires, atteinte aux conditions de travail en fabriquant des personnes sans statut légal, complicité de mauvais traitements en ne voulant pas accueillir des personnes en danger dans leur pays d'origine.

Ainsi, il est grand temps de demander à nos politicien-ne-s qu'ils/elles fassent de la bonne politique, c'est-à-dire qu'ils/elles se creusent les méninges pour améliorer le bien-être général en respectant les principes de l'état de droit. L'émilie a voulu y contribuer à sa très modeste mesure en vous proposant quelques idées pour un programme politique et surtout elle vous encourage à rejeter catégoriquement des lois absurdes et inhumaines: le 24 septembre votez non aux nouvelles lois sur les étrangers et sur l'asile!